

## ***Juifs et musulmans en Palestine et en Israël, des origines à nos jours, Amnon Cohen (M. D.)***

Amnon Cohen est professeur à l'université hébraïque de Jérusalem. Il a publié de nombreuses études sur l'histoire des juifs dans l'Empire ottoman et la vie juive en terre d'islam. Dans cet ouvrage, il a utilisé des informations provenant principalement des archives de la charia, tribunal islamique (Shar'i) de Jérusalem mais s'est également appuyé sur une importante bibliographie provenant à la fois d'auteurs juifs, arabes et musulmans. L'auteur retrace ainsi l'histoire des relations entre juifs et musulmans, du VIIe siècle jusqu'au début du XXIe siècle, de la cohabitation des trois religions dans les premières années, en passant par une domination ottomane, puis européenne sous un mandat britannique lors des colonisations, pour aboutir sur la création de l'Etat hébreu et des conséquences que celle-ci a engendrée.

### **1. Les diverses influences au Moyen-Orient**

Dans cette région du monde se sont succédé de nombreux empires, tribus, dynasties et peuples mais c'est plus particulièrement sous domination romaine, il y a 2000 ans, que le royaume de Judée fût anéanti, laissant place à une nouvelle région administrative alors appelée « Palestine ». Elle fût ensuite remodelée et renommée au fil des siècles par divers conquérants : Byzance, les musulmans, les croisés, les Ayyoubides, les mamelouks égyptiens ou encore l'Empire ottoman durant quatre siècles. C'est sous mandat britannique, à l'issue de la Première Guerre mondiale, qu'elle retrouvera son ancien nom romain Palestine.

#### **1.1 Les prémices des relations intercommunautaires**

Malgré des similitudes idéologiques et des interpénétrations entre les trois religions monothéistes que sont le christianisme, l'islam et le judaïsme, l'histoire démontre que leurs relations n'ont pas toujours été paisibles. En effet, l'intervention romaine pour mettre fin à l'indépendance et à la souveraineté juive en Palestine, le massacre de tribus juives en Arabie à l'époque du prophète Mohamed, les croisades au Moyen Age ou même encore la Shoah au XXe siècle confortent cette idée de persécution. La concentration des religions sur une superficie restreinte que représente la Palestine, et de ses sites sacrés tels que le Saint-Sépulcre, le Mont du Temple al-Haram al-Sharif ou encore le Temple juif sont également source de conflits entre ces peuples.

L'islam, en tant que nouvelle religion, dominant ces terres pendant plus d'un millénaire, a cependant adopté une certaine tolérance vis-à-vis des autres cultes. Les juifs et les

chrétiens n'étaient pas contraints de se convertir et pouvaient continuer de pratiquer leur religion librement dans leurs cultes habituels. Un statut spécial de *dhimmi*<sup>1</sup> ou un contrat de *dhimma* leur était accordé en échange d'obligations.

Néanmoins, ils devaient payer un impôt spécifique appelé *jizya*, ne pouvaient construire de nouveaux édifices religieux mais uniquement restaurer les anciens, ne pouvaient monter à cheval, porter une arme ou même encore, épouser une femme musulmane ou posséder un esclave musulman. D'autres règlements, tout autant discriminatoires, s'appliquaient à eux. Afin de les distinguer, ils devaient porter certains emblèmes ou couleurs tels l'insigne jaune pour les juifs, introduit au IXe siècle par le calife abbasside à Bagdad, ou encore le couvre-chef bleu pour les chrétiens.

La présence des croisés sur la Palestine (1099-1291) n'a pas eu un impact considérable sur le caractère arabe de cette région, si ce n'est un fort développement des centres urbains le long de la côte en terme militaire, économique, politique ou encore démographique. Elle a cependant laissé place à une certaine préoccupation d'une nouvelle « invasion » des côtes par les européens dans l'esprit des musulmans.

Ainsi, l'expansion de l'islam et la propagation de la langue arabe, suite aux succès de l'Etat arabe le long des rives méridionales et orientales de la Méditerranée, a permis la facilitation des échanges entre les communautés mais également d'imposer un certain nombre de contraintes aux minorités. Après environ 1500 ans de domination des dynasties arabes, celles-ci laissèrent place au règne de l'Empire ottoman.

## 1.2 L'Empire Ottoman : ambiguïté entre protection et soumission

L'Empire ottoman est le seul empire musulman au Moyen-Orient à avoir gouverné la Palestine<sup>2</sup> pendant plus de quatre cents ans, de l'époque médiévale à l'ère moderne. L'application des règlements administratifs ottomans se fit de manière progressive et le pays fut divisé en cinq grands districts<sup>3</sup>. La politique générale des autorités étant tournée vers le développement de l'économie locale, du bien-être et de la croissance de sa population. Elle a permis la multiplication des activités marchandes musulmanes mais également juives avec 35 boutiques réparties dans divers marchés : commerçants, épices, changes, bijoutiers ou encore tissus. Un certain aspect protectionniste et une politique libérale des autorités musulmanes se reflétait au travers des baux<sup>4</sup> et de la répartition des boutiques, accordés aux différentes communautés, témoignant ainsi des bonnes relations pouvant exister entre elles. L'auteur décrit l'implication de ces communautés, principalement juive, dans diverses corporations et en particulier dans celle des crieurs publics mais également des bijoutiers, des bouchers, des meuniers et boulangers, des forgerons, des médecins, du secteur immobilier, financier ou même

---

<sup>1</sup> Restrictions traditionnellement attribuées au calife Umar I<sup>er</sup>, « pacte de Umar » et Umar II.

<sup>2</sup> Conquête de la Palestine par les armées ottomanes à la fin de l'été 1516.

<sup>3</sup> Districts appelés *sancaks*, celui de Jérusalem étant le plus important démographiquement.

<sup>4</sup> En 1587, un chrétien, cinq musulmans et onze juifs marchands d'épices en bénéficiaient à Jérusalem.

juridique et bien d'autres professions. Comme cité en exemple, un cadi ottoman pouvait renvoyer un chef de corporation musulman au profit d'un juif lui étant recommandé<sup>5</sup> ou bien même disculper un médecin juif, accusé à tort de n'avoir pu sauver l'un de ses patients musulmans, ce qui démontre une forme de traitement équitable en dépit de la différence religieuse.

Cependant, l'Empire ottoman, via l'application de nombreuses règles et contraintes administratives, soumettait par sa puissance, les communautés juives et chrétiennes. Ainsi, les revenus engendrés par les locations de boutiques permettaient de financer une fondation musulmane « al-Haramayn al-Sharifayn » ; l'activité des bijoutiers ne devaient se limiter qu'à l'emplacement du marché central de Jérusalem à partir de 1540 ; l'abattage du bétail ne pouvait s'effectuer que deux jours par semaine pour éviter toute concurrence avec les musulmans ; un permis était nécessaire pour autoriser les forgerons juifs à travailler à l'extérieur de la ville.

Les communautés non musulmanes ont joué un rôle économique important en Palestine, mais à l'image de tout l'Empire, la situation s'est dégradée à partir de la dernière décennie du XVI<sup>e</sup> siècle, entraînant notamment le déclin financier et démographique juif. Ceux-ci devaient contracter des dettes importantes auprès de créanciers musulmans afin de payer les lourds impôts imposés par les autorités ottomanes, poussant même à l'expulsion de la communauté juive ashkénaze.

Le XIX<sup>e</sup> siècle fut marqué par le changement et l'expansion de l'Empire. Suite à l'invasion de la Syrie et de la Palestine par Mehmet Ali, les autorités ottomanes mirent en place les réformes Tanzimat<sup>6</sup> laissant place à davantage de tolérance envers ses sujets et les puissances étrangères. Cette nouvelle ligne politique entraîna un fort accroissement de la population juive, passant alors de 2250 juifs vers 1800 à 11 000 en 1870 pour atteindre 45 000 sur 70 000 habitants de Jérusalem en 1910. Cette évolution démographique a également été observée dans d'autres centres urbains tels que Jaffa, Saffed, Tibériade, Haïfa ou encore Hébron mais aussi dans d'importantes implantations rurales juives. La forte immigration juive provenant d'Europe, poussée par des mesures et des pogroms antisémites, ainsi qu'une idéologie sioniste, constitue le nouvel *Yishouv*<sup>7</sup> et vient conforter cette explosion démographique juive en Palestine, en dépit des mesures ottomanes prises à son encontre comme le « bordereau rouge » (permis de séjour de 3 mois sur les passeports étrangers).

Les relations entre les communautés arabes et juives se dégradèrent sous l'afflux massif d'immigrés juifs, principalement liées à l'acquisition de nombreuses terres de leur part mais aussi du fait qu'ils étaient peu familiers avec les conditions de l'agriculture palestinienne, les modes de vie et les croyances de leurs voisins arabes. En 1908, la révolution des « Jeunes-Turcs », qui remplaça le gouvernement autocratique du sultan Abdul-Hamid, permit à des députés arabes de présenter les activités sionistes comme

---

<sup>5</sup> Exemple d'Arsalan ibn Shu'a, bijoutier juif devenu chef de corporation en 1592.

<sup>6</sup> Mises en application entre 1839 et 1876 : visent à centraliser et moderniser l'ensemble des pays et capitales sous domination ottomane.

<sup>7</sup> Entre la première *aliya* en 1882 et la déclaration de Balfour de 1917.

celles d'une organisation dangereuse, allant à l'encontre de la politique ottomane, tout comme les Arméniens, les Bulgares et autres minorités.

La Première Guerre Mondiale amplifia cette détérioration de la situation, privant l'*ancien Yichouv* de sources financières extérieures, appauvrissant et affaiblissant l'ensemble de la population à la suite de nombreuses batailles et du régime militaire imposé par Djemal Pacha. La déclaration de Balfour<sup>8</sup>, le 2 novembre 1917 marquera le tournant des relations entre les communautés arabo-juives dans une aube nouvelle.

### **1.3 Le mandat britannique : rupture d'une « tolérance » entre deux peuples**

Le mandat fût accordé à la Grande-Bretagne par le Conseil suprême des puissances alliées le 25 avril 1920, plaçant le territoire palestinien sous son administration et cherchant à mettre en application son engagement lors de la déclaration de Balfour. Jérusalem devint le siège du gouvernement et la capitale de la Palestine, avec à sa tête la plus haute autorité : un haut-commissaire de l'Empire britannique.

Les juifs mirent alors en place une entité politique, l'Agence juive pour la Palestine qui sera le principal interlocuteur de cette communauté avec les mandataires. Celle-ci fût dénoncée par des pétitions provenant d'associations islamo-chrétiennes alors encouragées par les autorités britanniques pour tenter de contrebalancer la politique pro-juive de Londres. De jeunes nationalistes palestiniens rejoignirent l'Etat arabe syrien indépendant mais lorsque son émir Fayçal fût évincé de Damas par les français, de nombreuses émeutes et violences éclatèrent dans un quartier juif de Jérusalem, réprimées par la police britannique. Un Comité exécutif arabe fût alors créé pour faire relais avec les autorités britanniques afin d'apaiser les relations et laisser davantage d'autonomie aux palestiniens.

La présence juive en Palestine se renforçant, et le Comité exécutif arabe n'ayant pas les résultats politiques escomptés, un nouvel organe représentatif fût créé en 1922 : le Conseil suprême musulman avec à sa tête *hadj* Amin al-Husseini. Il mit en place ses partisans à tous les postes clés religieux du pays. Les mesures britanniques visant à trouver un compromis entre les communautés, et notamment celle de mettre en place un Conseil législatif, furent toutes rejetées par les dirigeants arabes. Malgré cette apparente victoire, il existait un désaccord croissant parmi les arabes palestiniens, exprimé avec force par la famille Nashashibi et la constitution d'un nouveau Parti national palestinien.

Si le conflit arabo-juif fût dans un premier temps principalement politique avec le rejet arabe des projets sionistes, il prit dans un second temps un tournant religieux afin d'élargir l'électorat des différents organes politiques. En effet, les musulmans dénoncèrent les intentions présumées des juifs de vouloir s'accaparer l'ensemble des secteurs de prières, allant du Mur des lamentations au Mont du Temple. Ces accusations

---

<sup>8</sup> Le gouvernement britannique « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et fera tout son possible pour faciliter la réalisation de ce projet ».

entraînèrent une série de manifestations en août 1929 des deux côtés en opposition causant la mort d'une centaine de juifs.

La montée du nazisme en Europe eut pour conséquence une nouvelle vague d'immigration juive en Palestine<sup>9</sup> et l'organisation de grèves générales par le Comité exécutif arabe. Divers partis politiques se succédèrent, s'opposant au mandat britannique et à cette expansion sioniste tels que le Parti libéral, le Parti de l'indépendance, celui de la Défense nationale ou encore le Parti arabe palestinien mais qui témoignent également de ces nombreux désaccords et luttes intestines entre les arabes. La radicalisation de la jeunesse arabe accentua cette rupture entre les communautés et la puissance mandataire au travers d'attaques directes, de boycott des impôts et la création d'unités militaires clandestines au début des années 1930. Observant que le gouvernement britannique ne cédait pas sous la pression des mouvements et grèves arabes, et que celles-ci permettaient même aux juifs de remplacer les grévistes dans leur travail, des attentats meurtriers sporadiques se multiplièrent à l'encontre des juifs, transformant les émeutes en véritable révolte. La réponse des britanniques fût modérée et conciliante, renforçant politiquement ces groupes armés et leur influence sur la population.

La Commission royale de Palestine ou commission Peel révéla ses recommandations en juillet 1937, à savoir la fin du mandat britannique sur la Palestine<sup>10</sup> et la division du pays en deux Etats arabe et juif. Ce nouveau projet fût catégoriquement rejeté par les Palestiniens et de nombreux pays arabes ; les juifs ne l'acceptant pas pour autant mais encourageant d'autres négociations avec les mandataires. Cette répartition sera finalement jugée « irréalisable » par le rapport Woodhead et les violences reprirent leur cours dès 1937, infligeant de lourdes pertes aux juifs dans les villes mixtes et les implantations isolées. La riposte et les représailles par l'extrême droite juive, l'*Irgoun*, accentuèrent un regain de violence entre les deux communautés, n'hésitant pas à prendre pour cible civils arabes et même militaires britanniques.

La période d'entre-deux guerres illustra ainsi une politique britannique oscillante entre une tendance pro-sioniste dans un premier temps, puis davantage favorable aux intérêts arabes, sous la forme du Livre blanc<sup>11</sup> dans un second temps. L'exécutif de l'Agence juive, sous la direction de Ben Gourion, continua d'entreprendre l'achat massif de terres pendant la guerre, tout en mettant en place son programme « Biltmore » consistant à créer un « Commonwealth juif » en Palestine, c'est-à-dire la création d'un Etat hébreu sans contournement possible, avec l'aide espérée des Etats-Unis. Les britanniques prirent finalement la décision de remettre le dossier palestinien à l'ONU le 14 février 1947.

Les représentants arabes palestiniens refusant de prendre part aux délibérations de la commission (UNSCOP), souhaitant que leurs « droits naturels et légitimes » soient reconnus et non soumis à une enquête, des représentants des Etats arabes voisins furent

---

<sup>9</sup> Chiffres donnés par l'auteur : 4 000 (1931), 12 000 (1932), 37 000 (1933), 45 000 (1934) et 66 000 (1935).

<sup>10</sup> Exceptant un « couloir » s'étendant de Jérusalem jusqu'à la côte méditerranéenne au niveau de Jaffa.

<sup>11</sup> Déclarant un Etat palestinien indépendant, une immigration juive limitée, une vente de terres restreinte.

invités à exprimer leur opinion sur le sujet. L'Agence juive quant à elle était alors libre de présenter ses thèses et d'exercer son influence sur la commission.

La commission, dans son rapport final, concluait qu'une solution ne pouvait être trouvée pour satisfaire pleinement les deux parties, d'où la nécessité d'en imposer une. Un Plan de partage de la Palestine fût alors envisagé, divisant le pays en sept unités : trois pour chaque Etat (reliées entre elles par deux corridors) et la septième, la ville de Jérusalem, sous une direction internationale. Ce plan fût finalement adopté, après quelques légères modifications, le 29 novembre 1947 par l'Assemblée générale. Si cette proclamation reçut un bon accueil par la communauté juive, bénéficiant désormais d'un Etat indépendant avec la bénédiction internationale, cette décision ne fût absolument pas acceptée par la communauté arabe et marqua une nouvelle phase dans la complexification des relations judéo-arabes.

## **2. Un antagonisme arabo-juif politique et religieux**

Après deux millénaires d'occupation et de domination par des puissances étrangères, la Palestine fût ainsi finalement divisée entre deux peuples arabe et juif, leur accordant l'indépendance et les pleins pouvoirs politiques. Cependant, ce partage n'a pu satisfaire ces deux communautés, s'enlisant un peu plus dans une ère de conflictualité et exacerbant les violences l'une envers l'autre. La création d'un nouvel Etat juif entraînera la bascule du conflit dans une dimension internationale, devenant alors un conflit israélo-arabe.

### **2.1 Création de L'Etat d'Israël et sa guerre d'indépendance**

Le départ des autorités britanniques se fit le 14 mai 1948 après le départ de son haut-commissaire en Palestine, laissant ainsi place à l'autonomie de deux nouveaux Etats indépendants. Dès le lendemain de la Déclaration d'indépendance, lut par le chef du *Yichouv* David Ben Gourion, des avions égyptiens bombardaient Tel-Aviv et cinq armées arabes<sup>12</sup> envahissaient la Palestine, en dépit des résolutions internationales.

L'Etat-juif était cependant préparé à cette éventualité, ayant reçu des menaces au préalable par les Etats arabes voisins et bénéficiant du soutien principalement soviétique, les Etats-Unis étant plus « prudents » dans leur engagement à soutenir la cause juive.

Une nouvelle politique militaire, adoptée par les forces de la Haganah, qui deviendront progressivement l'armée juive régulière sous le nom de Zahal, prévoyait une stratégie agressive en s'emparant de points et de zones clés du pays, donnant alors une

---

<sup>12</sup> L'armée égyptienne envahissant par le sud, syrienne et libanaise venant du nord, irakienne et la Légion arabe jordanienne attaquant par l'est.

supériorité militaire face à un envahisseur extérieur. Ce plan, appelé plan Dalet permit de repousser les assauts des armées arabes, de libérer et d'occuper des villes à population juive et arabe comme Haïfa, Safed ou Tibériade, permettant une victoire écrasante des armées juives.

Cette victoire pouvait également s'expliquer par le manque d'organisation de la communauté arabe en Palestine, ne disposant pas d'organes gouvernementaux au-dessus du niveau municipal, par le manque de solidarité et d'unification existant entre les différents partis politiques, des lacunes dans la coordination et la coopération des organisations paramilitaires. Un ensemble de facteurs affaiblissant cette communauté arabe vis-à-vis de leurs opposants, préparés depuis une trentaine d'année à ce conflit et appuyés par un outil politique efficace et déterminé.

Observant l'impuissance des armées des Etats arabes voisins, des retournements de situation apparurent au sein de la population arabe : le choix des leaders druzes, qui combattaient auparavant les juifs en avril, et qui décidèrent de conclure une alliance avec eux afin de protéger leurs villages ; ou encore Nazareth qui signa un accord de reddition pour épargner ses habitants.

La guerre d'Indépendance se termina officiellement en mars 1949, à la suite de nombreux cessez-le feu et de pressions internationales laissant alors place à la réalisation de la création d'Israël, devenu membre à part entière de l'organisation internationale en mai 1949. Mais cette indépendance a dû payer le lourd tribut de 6 000 vies juives. Les arabes palestiniens quant à eux, après avoir déclenché cette guerre et avoir sollicité l'aide de leurs voisins pour sauver la situation, en subirent les conséquences. En effet, la plupart d'entre eux quittèrent le pays et devinrent des réfugiés, soit entre 600 000 et 750 000 individus, 800 000 personnes devinrent sujets du roi hachémite de Jordanie et enfin, 160 000 d'entre eux restèrent en tant que minorité arabe, devenant des citoyens israéliens.

## **2.2 Comportement d'Israël vis-à-vis de sa minorité arabe**

Les Etats arabes, refusant de conclure un traité de paix avec Israël et préparant de futurs nouveaux combats, poussèrent les réfugiés palestiniens à s'infiltrer chez leur ennemi plutôt que de les intégrer. Israël devait faire face à une grave crise économique, la plupart des nouveaux immigrants juifs étant sans ressources, tout en assurant la sécurité de sa population faces aux menaces pesant sur elle. Pendant les premières années, l'objectif était d'empêcher l'infiltration de ces réfugiés et de limiter le développement démographique de sa minorité arabe, considérés comme menace. Un quart des arabes israéliens étaient considérés comme « absentéistes »<sup>13</sup> et furent expropriés de leurs terres.

---

<sup>13</sup> Ne pouvant prouver leur présence dans leur village d'origine pendant ou immédiatement après la guerre.

Le gouvernement militaire mis en place de 1948 à 1966, possédait tout pouvoir pour régir les relations entre l'Etat et sa minorité arabe et devait lui fournir les services de base : alimentation, médecine, éducation. Il profitait de cette situation pour surveiller cette population et limiter sa libre circulation dans le pays, rappelant ainsi aux arabes israéliens leur statut de « citoyens de seconde zone ». Influencés par la propagande de la radio égyptienne et des publications d'hebdomadaires<sup>14</sup>, ils croyaient en la possibilité d'une nouvelle coalition des pays arabes pouvant les libérer de l'emprise israélienne. Les désillusions récurrentes poussèrent cependant les arabes israéliens à prendre part à la vie politique israélienne et à profiter des services offerts par le système, certains parvenant même à intégrer la *Knesset* en devenant membres du Parlement. La majorité d'entre eux étaient engagés au sein de partis satellites du Mapai, parti communiste leur apportant une forme de réponse partielle à leur problème identitaire.

La guerre déclenchée par les égyptiens en 1967 a entraîné la conquête de la péninsule du Sinaï, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza mais a également permis un abolissement des frontières avec d'autres pays arabes. Les palestiniens ont pu ainsi renouer avec leurs anciennes relations ou membres de leur famille et trouver de nouveaux moyens de s'exprimer tout en revalorisant l'appartenance à un sentiment nationaliste.

Les accords d'Oslo, signés en 1993 entre le Premier ministre Yitzak Rabin et le chef de l'OLP Yasser Arafat furent perçus comme un signe encourageant par les arabes israéliens pensant pouvoir gommer les différences avec les « actuellement occupés », malgré les différentes *intifada* témoignant de la difficulté d'Israël à occuper ces territoires.

Les deux dernières décennies 1980-90 furent marquées par de fréquents affrontements entre palestiniens et l'armée israélienne, symbole de lutte contre l'Etat. En dépit du souhait d'afficher une identité « juive mais démocratique », les symboles sionistes tels que l'hymne national, la *Hatikvah* d'Israël ou le drapeau officiel ne permettent pas aux arabes israéliens de s'identifier à travers eux, réclamant un « Etat de tous ses citoyens ».

Selon l'auteur, il semblerait que les arabes israéliens, après l'an 2000, soient conscients des défauts de l'Etat, souhaitant que celui-ci devienne binational mais restant tout de même pragmatiques : ils sont reconnaissants des avantages économiques, démocratiques et politiques qui en découlent et ne seraient pas prêts à les abandonner pour embrasser de nouveau une situation conflictuelle.

### **2.3 L'Etat hébreu et les palestiniens**

Le principal facteur d'influence aux relations entre la minorité arabe et Israël se définit par la « palestinisation » comme un repère identitaire. L'Organisation de

---

<sup>14</sup> La ligne éditoriale d'*Al-ard* exprimait son attachement à sa terre, en opposition des dirigeants politiques du pays. Son existence fût interrompue en novembre 1964, suite à l'arrestation de trois de ses rédacteurs.

libération de la Palestine, depuis sa création en 1964, a joué un rôle important dans l'expression des revendications de son peuple. Tout d'abord à travers ses activités terroristes sur le territoire israélien puis sur la scène internationale avec sa Charte nationale palestinienne, véritable source d'inspiration politique pour les arabes israéliens.

La politique israélienne à l'égard du peuple palestinien se voulait davantage adaptée et supportable, avec pour objectif la normalisation. Les autorités juives voulaient interférer le moins possible dans leurs vies quotidiennes, en leur laissant une certaine forme d'autonomie locale, selon leurs principes et valeurs propres. Une politique des « ponts ouverts »<sup>15</sup> fût appliquée afin de permettre aux palestiniens de conserver des relations avec le monde arabe, leur permettant de subvenir à leurs besoins et de vendre leurs marchandises. Cette politique était considérée par les autorités israéliennes comme un levier susceptible d'atténuer l'hostilité des palestiniens. Malgré les risques encourus par cette politique novatrice, servant les intérêts ennemis de l'Etat dans la déstabilisation de la région, elle incarnait un facteur primordial de stabilité et de normalisation. Elle permettait également d'écarter un retour à un ancien statut politique, Israël conservant ainsi son autorité sur cette région et évitant sa restitution à un Etat arabe.

Cependant, une nouvelle politique d'implantation juive, dans des zones qui avaient été pourtant auparavant évacuées par ses ressortissants, à contribuer à attiser les confrontations violentes avec les arabes palestiniens. Les droits extraterritoriaux accordés à ces colons reflétaient une volonté d'annexion progressive des territoires occupés. De cette situation découlera un regain d'hostilités, de violences généralisées à l'encontre de toute cible juive.

Israël ne pouvant réprimer le soulèvement par la force et les palestiniens ne pouvant changer la réalité politique, les deux parties durent revoir leurs positions afin de mettre un terme à cette *intifada* s'éternisant. Ces « négociations » finirent par aboutir sur la reconnaissance de la souveraineté d'Israël, ainsi qu'au renoncement à la lutte armée, principe directeur de l'OLP. Le contrôle direct d'une grande partie de la Cisjordanie par les israéliens et la mise en place d'une « barrière de sécurité » électronique de 800 kilomètres permit de réduire de manière drastique le nombre d'actes terroristes palestiniens.

Le conflit israélo-palestinien semble cependant loin d'être totalement interrompu, même si une « paix économique » est envisagée, étape indispensable pour sortir d'une impasse politique entre les deux parties. Une intervention extérieure favorable pourra contribuer à l'amélioration de leurs relations, même si la marge de manœuvre pour atteindre cet objectif semble limité.

## **Conclusion**

---

<sup>15</sup> Deux ponts sur le Jourdain, qui relie la Cisjordanie à la Transjordanie.

Les relations décrites par Amnon Cohen entre juifs et arabes ont fluctué au cours de l'histoire. Une cohabitation entre ces deux communautés a pu exister, permettant à l'une comme à l'autre de prospérer pendant de nombreux siècles, malgré les différences subsistantes entre celles-ci. La transformation d'une minorité juive tolérée jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, en une entité nationale, en croissance démographique et s'implantant en Palestine a engendré une exacerbation des tensions. Cette société moderne juive, rejetée par un nationalisme arabe naissant, mais convaincue de sa légitimité en terre de Palestine n'a pu que conduire à un affrontement entre ces deux peuples. L'enjeu à la fois politique et religieux, aggravé par une domination de puissances étrangères ne cernant pas toujours les aspects essentiels dans la résolution de ce conflit, ont laissé place à cette rivalité entre deux communautés ayant un objectif commun : la possession des terres palestiniennes.

Nous sommes ainsi en droit de se questionner sur l'avenir de ces peuples et de ces terres. Parviendront-ils à trouver un compromis, afin de bénéficier l'un comme l'autre des avantages liés à cette situation, à partager les ressources d'une même région et à instaurer un climat de paix ou bien sont-ils voués à vouloir toujours prendre l'ascendant l'un sur l'autre, en exploitant ses faiblesses pour en ressortir unique vainqueur de ce conflit ?